

Haiti en Marche

Haiti en Marche, édition du 02 au 08 Septembre 2009 • Vol XXIII • N° 32

CONFERENCE DE SANTO-DOMINGO

Une réflexion collective sur fond des prochaines présidentielles haïtiennes

SANTO-DOMINGO, 29 Août – La conférence se déroule dans le cadre de l'hôtel Jaragua de Santo Domingo.

Les participants viennent de la diaspora (américaine, canadienne, française et dominicaine) ainsi qu'd'Haiti.

Elle est placée sous le patronage de la « Ligue des Pasteurs Haïtiens en République Dominicaine. »

A la table d'honneur figurent aussi le coordonnateur du « Projet pour la Démocratie en Haïti » (Haiti Democracy Project), Mr. James Morrell, le dirigeant politique haïtien Turneb

Delpé (secrétaire général du PNDPH) et le sénateur en exil Rudolph Boulos.

Quelques-uns des intervenants disent regretter que cette rencontre ne se tienne pas en Haïti et qu'ils

(REFLEXION COLLECTIVE/p.6)



L'assistance à la conférence tenue le week-end dernier à Santo Domingo sous le patronage de la « Ligue des Pasteurs Haïtiens en République Dominicaine »



Le coordonnateur de la conférence, le sénateur haïtien (en exil) Rudolph Boulos (photos Haïti en Marche)

Il ne faut pas chercher la solution à la crise d'Haïti en République dominicaine !

SANTO-DOMINGO, 30 Août – L'une des interventions suivies avec le plus d'attention à une conférence organisée par des personnalités de la politique et de la société civile haïtienne le week-end dernier dans la capitale dominicaine a été celle du député dominicain Pellegrin Castillo, du FNP (Force Nationale Progressiste).

Le député Pellegrin Castillo est plus connu en Haïti comme étant une voix de la branche ultranationaliste.

A cette conférence il est venu s'expliquer sur ses positions.

Nous l'avons écouté avec intérêt et nous allons vous faire vivre sa prestation en en rapportant les passages les plus importants. Et presque mot pour mot.

J'ai consacré beaucoup d'efforts à penser à la nation haïtienne et aux drames qu'elle traverse.

Je parle au nom d'un nombre important de citoyens dominicains.

J'ai beaucoup de sympathie pour la nation haïtienne. Je vais donc parler en ami. Et partant en toute franchise.

Nous Dominicains et Haïtiens avons un défi considérable à relever. Comment organiser notre présence et notre avenir sur cette même île. Deux cultures différentes. Une explosion démographique. Et des problèmes environnementaux très graves.

Et aussi une situation géo-politique menaçante. Nous

(HAITI-REP. DOM./p.7)



Intervenant à la conférence de Santo Domingo, le député de la droite nationaliste dominicaine Pellegrin Castillo (photo HENM)

TENSION SOCIALE

Candidat au bac tué par un policier Fin de l'occupation de la Fac de médecine

PORT-AU-PRINCE, 25 Août – Un policier tue stupidement un candidat au baccalauréat. Le jeune homme faisait confiance à une rumeur voulant qu'il serait permis aux candidats qui ont échoué lors de la dernière session ordinaire de participer aux examens qui ont débuté ce lundi.

Mais lorsque ces candidats se sont présentés en trop grand nombre aux centres d'examen lundi (conséquence du nombre également énorme de recalés à la dernière session ordinaire), l'admission leur a été refusée.

C'est ainsi que aux portes du collège Roussan Camille près de la place Jérémie, le jeune Ethnon Dalus fit la rencontre qui lui sera fatale.

Face à la bousculade qui s'ensuit, le policier Jean Baptiste Jean Irick sortit son arme. Ethnon Dalus fut atteint de trois balles en pleine poitrine.

Trois balles. Cette fois on ne pourra prétendre que l'agent de l'ordre avait tiré en l'air !

Ce policier a agi stupidement. Le mieux qu'il avait à faire si la situation commençait à le dépasser et qu'il n'avait aucun autre moyen à sa disposition pour gérer la foule, c'était se retirer.

Ou il a cédé à la panique, ou il a agi en cow-boy comme il se doit dans un pays à tradition autoritariste confirmée.

Dans un sens ou dans l'autre, il a déconné.

(TENSION SOCIALE/p.4)

ECONOMIE

Haïti et la guerre des étiquettes

PORT-AU-PRINCE, 27 Août – Récemment on a appris que l'agence canadienne chargée de l'inspection des aliments décommandait un « manba » (en français beurre d'arachide et en anglais « peanut butter ») importé d'Haïti sous le nom de « Pur Manba » et sous la marque Piddy.

Les réactions des compatriotes en Haïti et en diaspora ont été diverses. Certains s'empressant de suivre l'avis venant du Canada, d'autres se

(MANBA/p.5)

Encore une affaire de 14^e Mois !



Une réflexion collective sur fond des prochaines présidentielles haïtiennes

(REFLEXION COLLECTIVE... suite de la 1ère page)

espèrent que la prochaine le sera. Rappelons que l'un des principaux organisateurs, Rudolph Boulos, vit pratiquement en exil depuis qu'il a été dépouillé de son titre de sénateur par ses pairs pour cause de détention de deux nationalités. Il est né aux Etats-Unis mais de parents possédant la nationalité haïtienne, et il a toujours vécu en Haïti. L'intéressé n'a pas cessé de protester contre le verdict rendu.

D'entrée de jeu, les organisateurs affirment qu'il ne s'agit du lancement ni d'une nouvelle plateforme politique (comme il y en a eu ces derniers temps en Haïti), ni de la candidature de qui que ce soit. Mais du début d'une « réflexion collective ».

Cependant il n'en reste pas moins que l'activité s'inscrit dans la perspective des prochaines élections législatives et présidentielles de 2010. C'est même l'un des motifs affirmés de la rencontre.

Le thème : « Rencontre patriotique pour une stratégie de sauvetage national. »

Réflexion qui implique tous les aspects de la conjoncture, pas seulement politique.

Honneur, respect ! ...

Au nombre de plus d'une vingtaine, les intervenants communiquent leur analyse sur la situation économique, sécuritaire, alimentaire, environnementale, éducative, diplomatique etc.

Le mot le moins cité, tenez-vous bien, aura été celui de politique. Mais il reste, bien entendu, en filigrane, en toile de fond. C'est le dénominateur commun.

D'abord les participants ne sont pas forcément de la même chapelle (il y a même des indépendants). Comme hommes politiques proprement dits, on voit Marc Bazin, Edgar Leblanc fils (OPL), Chavannes Jean-Baptiste, Turneb Delpé, Henri Robert Sterlin. Ensuite des anciens ministres aussi bien des gouvernements Aristide, Préval que du gouvernement intérimaire de Gérard Latortue. Des personnalités connues de la société civile ainsi que de la diaspora.

Honneur, respect ! Turneb Delpé ouvre le débat en saluant la diaspora qui est officiellement l'hôte du sommet. Accent sur la diaspora en République dominicaine que l'on reconnaît être traitée en parent pauvre. Alors que, selon

Rudolph Boulos, nos compatriotes en république voisine n'apportent pas moins de 300 millions de dollars américains par an à l'économie nationale (et sans mentionner le secteur informel).

Ils comprennent comme aux Etats-Unis ou au Canada

propose la construction d'un « espace public », un « lieu de discussion » qui soit ouvert à tous les secteurs.

Hérard Jadotte (universitaire et cadre politique du MIDH) va plus loin. Son intervention a pour thème : Nécessité pour une refondation de l'Etat-Nation en Haïti.

Citant tour à tour l'historien Michel Rolf Trouillot (En Haïti, l'Etat s'est construit contre la Nation) et Jacques Roumain : Il faut que cette nation puisse intégrer ses enfants !

La Nation, selon Jadotte, ce sont les paysans qui ont payé la dette de Notre indépendance.

Il y a eu 1946, 1957, 1986, 1990 et 1994 ou l'Accord de Paris, dit encore Consensus de Washington, tous ont échoué.

L'international a pris ce qui l'intéressait (l'ajustement structurel, les politiques macro-économiques), nous laissant chaque jour encore plus empêtré dans notre incurie, qu'on l'appelle CCI sous Gérard Latortue ou DSNCRP aujourd'hui ...

« Tout vous se do » ...

A la question : pourquoi en Haïti, ça ne décolle pas ?

Réponse : parce que ce pays n'est pas gouverné.

Dès lors, il faut en chercher les causes.

Un intervenant remonte jusqu'à Dessalines. Selon Jean H. Charles, du Caribbean News, Dessalines et Christophe sont les deux seuls qui aient voulu donner une échine dorsale à cette nation.

L'orateur avoue qu'il est originaire du Nord d'Haïti.

Dénonciation de Pétion-Boyer (37 ans de règne) comme ayant été les pères du laxisme, appelé encore chez nous le maronnage, comme seule philosophie et méthode de gouvernement.

Cela jusqu'à un Docteur Jean Price-Mars qui invita la nation à relever la tête face à l'Occupant américain (1915-1934).

Mais la doctrine de Price-Mars fut prostituée par les Lorimer Denis, Dumarsais Estimé et François Duvalier, futur Papa Doc.

Le populisme (en haïtien pouranisme, « tout vous se do ») devient la seule forme et formule de gouvernement. Et qui se poursuivra avec Lavalas version Aristide. Et aujourd'hui version Préval.

Jusqu'à se généraliser et devenir pour l'Haïtien une seconde nature : « Un peuple qui ment et qui croit dans ses propres mensonges. »

On entend aussi les mots de « faillite morale à la fois collective et individuelle. »

« L'Etat-marron » ...

Quoique le nom Préval ne fut presque pas prononcé. C'est à tout le système qu'on s'adresse. Et celui-ci a un nom : « Minustah – Gouvernement fantoche. »

Le pouvoir actuel est présenté comme un gouvernement collabo et la force onusienne comme l'incarnation sur place de la puissance hégémonique.

Leslie Péan va encore plus loin et y voit le parachèvement d'un processus d'abâtissement remontant aux premiers jours de notre république indépendante, afin de continuer à reproduire le système archaïque, « l'Etat-marron ».

Citant Roger Gaillard décrivant l'élimination politique du brillant et valeureux Anténor Firmin par un général analphabète, Nord Alexis.

Et cela sous l'œil complice des puissances canonnières de l'époque.

La communauté internationale appuyant une marionnette pour assurer la survie d'un ordre néo-colonial.

A côté de l'illettrisme généralisé et organisé à dessein pour maintenir la majorité à l'écart.

On fit allusion aux derniers résultats des examens du baccalauréat et au drame de la semaine précédente où un candidat avec sa fiche d'examen à la main est tué stupidement par un policier.

Autant vous dire que la Minustah et en général la communauté internationale en prennent pour leur grade, autant et plus encore que le pouvoir Préval-Michèle Pierre-Louis.

Mais le « Groupe des 184 » qui avait orchestré le renversement d'Aristide en février 2004, ne fut pas épargné non plus. Pour « avoir oublié tous ses engagements une fois Aristide parti ».

Préparer l'après-Préval ...

Cependant, me direz-vous, le même reproche peut s'adresser aussi à plusieurs de ces acteurs. Comment peuvent-ils oublier qu'eux aussi étaient au pouvoir (ou dans le giron du pouvoir) depuis voilà à peine trois ans. Au moins jusqu'aux élections présidentielles de 2006. Et aussi que la Minustah n'est pas arrivée avec Préval mais plutôt avec le départ d'Aristide et en principe donc avec aussi leur consentement !

L'Américain James Morrell ne dit mot. « Haiti

(REFLEXION COLLECTIVE/p.7)



Au nombre de près de 50 personnes, participants, invités et journalistes à la conférence sur Haïti qui s'est tenue le week-end dernier à Santo-Domingo (photo Haïti en Marche)

des ingénieurs, des avocats, des entrepreneurs, une grande concentration de la société civile haïtienne « dont on ne saurait ignorer l'importance dans l'évolution politique du pays », puisqu'elle est déjà impliquée dans son évolution économique.

Souveraineté ...

Rudolph Boulos recentre à nouveau le débat. C'est « une initiative non partisane qui dans aucun cas ne doit servir de tremplin à aucun parti politique ni candidat ».

Car au point où l'on en est, « le sauvetage sera collectif ou il ne sera pas. »

Et plus loin, cette rencontre « vise le recouvrement de notre souveraineté nationale. »

Retenez le mot de souveraineté. Il aura été le thème dominant de la rencontre.

Tout de suite, l'Américain James Morrell (Haiti Democracy Project) donne le ton. Selon lui, beaucoup de problèmes connus actuellement en Haïti trouvent leur origine dans les manquements de la politique américaine en Haïti. « Nous donnons tout le support au Pouvoir, mais pas assez aux forces démocratiques. »

Selon Boulos, le pays ne peut s'en sortir avec des solutions à la sauvette qui évitent d'aborder les vraies questions nationales.

Le pays piétine faute de « stratégies politiques clairvoyants. »

Ce que résume un membre de la diaspora venue de France, Doré Guichard : « Dans 15 mois, il nous faut un président de la république. Par conséquent le temps presse. Il nous faut des stratégies, la capacité d'identifier les enjeux, réfléchir par exemple sur l'explosion démographique. Nos ressources sont limitées, mais nous avons notre intelligence ... ».

Avertissant un peu plus loin : « Il faut penser aussi à la contre-offensive. »

La nature a horreur du vide ...

Doré Guichard relève comme autre handicap l'absence en Haïti de repères, de modèles. Ce qui laisse le champ libre aux mauvais éléments. « Ils investissent le champ public et ils y imposent leurs lois. »

La nature a horreur du vide.

Comme élément de solution, l'intervenant

SEMINÈ POU TOUT MOUN

Depatman transpò nan Eta Florid – Distrik 6
Sistèm estratejik ki sèvi ak tout kalite transpò -
SIS (Strategic Intermodal System)
Seminè Estratejik rejonan

Depatman transpò nan Eta Florid (FDOT) ap òganize yon Seminè pou ede amelyore afè transpò pou pi devan nan Eta Florid nan Miyamided ak Monnwò. Rezo SIS la se yon rezo ki kouvri tout Eta Florid la ki gen tout yon seri kote enpòtan ki sèvi nan afè transpò. Nan rezo sa a gen, ayewopò yo, lokal kote yo lanse satelit, waf pou gwo batiman, estasyon tren ki pote machandiz, estasyon tren ak estasyon otobis ki pote pasaje nan mitan vil la, wout tren, wout batiman pase ak gran wout kote machin sikile. Se tout kote sa yo ki fòm manman sistèm transpò nan Eta Florid la, se kote sa yo ki reskonsab fè 99 pou san tout transpò komès ak transpò pasaje ki vwayaje nan avyon, tout transpò machandiz sou dlo, tout transpò machandiz nan tren epi plis pase 68 pou san deplasman tout kamyon epi 54 pou san tout deplasman machin sou sistèm gran wout nan Eta Florid la. Yo te mete sistèm SIS la sou pye le 20 janvye 2005. Apre prèske 5 an, y ap pase men nan plan SIS la, y ap envite popilasyon an vin bay lide yo pou patisipe nan demach sa a.

Pandan seminè sa a, ap gen kèk espè ki soti nan biwo FDOT k ap la pou esplikè ki règleman ak ki mach a suiv yo sèvi pou chwazi ki projè k ap antre nan SIS la epi kouman yo sèvi ak kòb ki soti nan Eta Florid la ak nan lokalite rejonan yo. Moun ki vin patisipe nan rankont sa ap gen opòtinite pou yo di sa ki nan lide yo, y ap kab fè kèk rekòmandasyon epi y ap kab fè konnen sa yo panse de avni plan SIS la.

Dat: Jedi, 10 septanm 2009
Ki lé: Biwo Depatman Transpò nan Eta Florid
Oditòyòm distrik sis la
1000 NW 111 Avenue
Miami, FL 33172
Lokal: 9:00 a.m pou Midi
Kontak: Ken Jeffries
FIHS/SIS Kòdonatè nan distrik la
(305) 470-6736



Yo envite tout moun vin patisipe nan seminè sa a, kèlkeswa ras yo, koulè yo, peyi yo fèt, kèlkeswa laj yo, si yo se fi oswa gason, relijyon yo, kit yo andikape oubyen kit yo marye oswa yo pa marye. Moun ki bezwen èd espesyal pou yo patisipe nan seminè sa a oswa moun ki bezwen tradiksyon (gratis) pandan seminè sa dwe kontakte Elizabeth Perez nan (305) 470-5219 oubyen ekri li sou adrès sa a: 1000 NW 111 Avenue, Miami FL 33172 oubyen voye imel ba li nan imel sa a: Elizabeth.perez@dot.state.fl.us omwen 7 jou anvan dat seminè a.

Il ne faut pas chercher la solution à la crise d'Haïti en République dominicaine !

(HAÏTI - REP. DOM. ... suite de la 1ère page)

sommes au cœur d'un continent où d'importants changements sont en cours.

Il n'y a aucun peuple au monde qui puisse être intéressé davantage au destin d'Haïti que le peuple dominicain.

Ceci pour notre propre sécurité. Pour notre propre intérêt stratégique.

Cela exige des questionnements. Et des réponses.

Vue de la République dominicaine, la crise haïtienne se présente comme une crise très profonde. Une crise structurelle, dont les solutions ne sont pas faciles à trouver et qui soulèvent beaucoup de préoccupations.

Aux Etats-Unis chaque année ils publient un tableau montrant les Etats en faillite. Et Haïti y figure chaque année.

Mais nous aussi étions sur le point de figurer dans ce tableau.

Aussi nous avons compris que pour nous également, la situation est dangereuse.

Nous avons besoin d'un engagement profond de la communauté internationale en faveur de la reconstruction d'Haïti pour que Haïti retrouve sa stabilité. Il y va de notre plus grand intérêt.

Une approche impérialiste, cynique, irresponsable ...

Mais pourquoi tarde-t-on à accorder à la situation haïtienne tout l'intérêt qu'elle mérite ?

Les grandes puissances promettent, mais ne tiennent pas leur parole.

Elles croient que l'on peut résoudre un problème aussi complexe uniquement par la tenue d'élections.

Les valeurs démocratiques sont nécessaires pour résoudre ces problèmes, mais elles ne suffisent pas.

Alors ils se plaignent que la situation haïtienne est compliquée (les Haïtiens sont trop divisés entre eux), etc. Alors les jours passent. Bôf ! On ne peut rien faire.

La communauté internationale n'a pas une attitude sérieuse, cohérente, ni respectueuse du destin d'Haïti.

Alors ils pensent, pourquoi pas, à une solution au niveau de toute l'île.

Nous disons non à une telle approche impérialiste, cynique, irresponsable. Et niant le droit d'Haïti (ainsi que de la République dominicaine) à l'auto-détermination et à garder notre propre identité réciproque.

Nous Dominicains devons mettre cette approche injuste en évidence et la dénoncer.

Parce que nous sommes également un Etat fragile. Et

une telle approche vise à nous affaiblir définitivement.

Le temps passe et au fur et à mesure les deux peuples perdent le contrôle de leur destin.

Haïti est une nation emblématique ...

Quel type d'efforts devons-nous entreprendre, Haïtiens et Dominicains ?

Il faut dépasser cette approche minimaliste qui ignore nos intérêts fondamentaux de peuple et de nation.

Il faut continuer à appeler à un effort multilatéral pour la reconstruction d'Haïti. Aussi bien de l'Amérique du Nord que de la Communauté européenne principalement.

Parce que Haïti est une nation emblématique.

Parce que aujourd'hui le monde est petit et que ce qui se passe ici a des rebondissements partout.

Nous Dominicains devons cependant dire sans fard aux grands dirigeants de la terre que nous refusons d'accepter le rôle de tutelle à l'endroit d'Haïti.

Et qu'ils doivent prendre leurs responsabilités.

Nous Dominicains devons crier face aux Etats-Unis, au Canada et à l'Union européenne qu'il n'y a pas une solution dominicaine aux problèmes d'Haïti.

Nous sommes nous aussi un Etat fragile ...

Nous Dominicains sommes solidaires devant les problèmes d'Haïti (contrairement aux propagandes mensongères véhiculées par certains courants internationaux) mais les grandes puissances semblent penser qu'elles peuvent s'en laver les mains et que la crise d'Haïti peut se résoudre aux dépens de la République dominicaine.

On trouve aussi des intérêts dominicains qui se rangent derrière cette thèse.

Mais un problème aussi vaste ne peut pas se résoudre à nos dépens, parce que nous sommes nous aussi un Etat fragile face aux grandes puissances.

Et parce que nous avons aussi le droit à notre différence, à notre propre identité.

D'autre part j'affirme que nous avons en République dominicaine la volonté de résoudre la situation migratoire vis-à-vis d'Haïti.

Un plan qui permettrait de rendre transparentes les conditions migratoires de tous les étrangers qui se trouvent en situation illégale en République dominicaine.

Seulement dans le cas d'Haïti nous ne parlons pas d'un simple problème migratoire, mais d'une crise dans le pays voisin qui menace d'ensevelir notre pays.

Nous avons besoin d'un engagement des

responsables haïtiens pour stopper la migration illégale.

Mais il faut aussi un engagement définitif de la communauté internationale pour stabiliser et pour développer Haïti.

Sans ces deux garanties, toute initiative dans le problème migratoire servirait au contraire comme un aimant, une incitation à la migration illégale.

Ça nous ne pouvons pas l'accepter.

A Haïti de trouver elle-même la solution ...

Ensuite, le député Pellegrin Castillo en vient à énumérer ce qu'il appelle des questions urgentes d'intérêt commun pour les deux pays.

Haïtiens et Dominicains font face aux mêmes menaces du changement climatique.

Selon les pronostics des Nations unies, on doit s'attendre à des effets funestes pour nos deux pays.

Actuellement les Dominicains luttent pour récupérer leur espace maritime, ce qui dérange les grandes puissances économiques.

Les Haïtiens devraient faire de même.

Il y a aussi les problèmes de sécurité (nationale, régionale, internationale). La drogue, le crime organisé, ce sont des facteurs qui entravent tous nos efforts.

Ensuite les projets d'énergie renouvelable. Le Brésil encourage nos deux pays à s'y impliquer dans un effort qui serait bénéfique à toute l'île.

Et voilà donc une prestation que nous estimons de la plus grande importance pour nous Haïtiens d'en prendre connaissance.

Derniers mots du député dominicain Pellegrin Castillo : « On ne peut pas résoudre les problèmes d'Haïti si on ne résout pas le problème fondamental d'Haïti. »

Pour finir, le parlementaire dominicain pense que le moment est aujourd'hui favorable pour Haïti. Le nouveau président américain Barack Obama ayant promis de reposer le problème d'Haïti sur une nouvelle base.

Mais c'est à Haïti de trouver elle-même la solution. « Personne ne peut le faire pour vous. Personne ne doit le faire pour vous. »

N.B. Malgré la cohérence apparente de son discours, le député Pellegrin Castillo est une figure de cette droite néo-conservatrice souvent accusée d'alimenter l'anti-haïtianisme dans la république voisine.

Le FNP est allié au parti au pouvoir, le PLD du président Leonel Fernandez.

Haïti en Marche, 30 Août 2009

Une réflexion collective sur fond des prochaines présidentielles haïtiennes

(REFLEXION COLLECTIVE... suite de la page 6)

Democracy Project » est proche du parti républicain et de l'IRI (International Republican Institute). Il se contente de noter : « Nous n'avons aujourd'hui aucune influence sur la politique américaine en Haïti. »

On peut donc penser que le Plan Clinton n'est pas forcément la meilleure solution aux yeux de certains de ces secteurs.

Mais le temps presse. Ce qui importe c'est préparer l'après-Préval.

L'après-Baby Doc en 1986 a été raté. L'après-Aristide en 2004 idem.

Il ne faut pas refaire les mêmes erreurs en 2010.

En attendant la parole est aux experts et c'est sans arrière-pensée, affirment-ils, qu'ils acceptent d'apporter leur concours à cette œuvre de « réflexion collective. »

Carence de leadership ...



Qu'ils s'appellent Elliot Roy (diaspora haïtienne à Paris) ou Gessie Cameau Coicou pour une analyse concise et percutante sur la sécurité (sécurité plurielle), qui ne rejette pas forcément les conclusions de la commission présidentielle sur la sécurité, d'ailleurs la seule de ces commissions qui trouvent grâce aux yeux des conclavistes de l'hôtel Jaragua de Santo-Domingo.

Ou Georges Michel, ex-constituant de 1987, chargé de nous entretenir sur le rapport de la commission présidentielle pour une réforme de la Constitution, rapport qu'il met en morceaux.

Dossier économie et secteur des affaires, on a écouté tour à tour Réginald Boulos, président de la Chambre de commerce et d'industrie, Franz Large, membre du CFI (Centre de facilitation des investissements), Ray Killick (compétitivité), Jean Eric René

(Environnement), Danièle St Lot (Femmes en mouvement) et Chavannes Jean Baptiste (associations paysannes).

La rencontre du samedi 29 août s'est terminée sur la même note qu'elle avait commencé. Il ne s'agit pas d'un exercice pour désigner un énième futur candidat à la présidence pour 2010.

Ces rencontres doivent recommander une solution. Mais pour recommander une solution, il faut d'abord dresser un diagnostic.

C'est ce processus qui vient de commencer.

Haïti se caractérise aujourd'hui par le vide. Le pays ne souffre pas d'une carence de leaders. Mais d'une carence de leadership.

Haïti en Marche, 29 Août 2009

